

encore présenté leurs lettres de créance le 31 août. John D. Kearney, C.R., qui avait été nommé ministre canadien en Norvège le 12 octobre 1945, était aussi nommé le 15 jan. 1946 pour représenter le Canada au Danemark comme ministre. Arthur Rive était nommé haut commissaire canadien en Nouvelle-Zélande le 16 mai 1946.

Chefs d'Etat, etc., en visite.—Le premier ministre Clement R. Attlee du Royaume-Uni arrivait à Ottawa, venant de Washington, le 17 nov. 1945, après cinq jours d'entretien avec le président H. S. Truman des Etats-Unis et le premier ministre W. L. Mackenzie King au sujet d'un programme concret pour le partage des secrets de la bombe atomique. Durant sa visite de trois jours, le premier ministre Attlee prit la parole devant une réunion conjointe du Sénat et de la Chambre des Communes à la Chambre des Communes

Le Gén. Dwight David Eisenhower, chef d'état-major de l'armée américaine et ancien commandant en chef des forces alliées en Afrique, en Sicile, en Italie et plus tard sur le front occidental, arrivait à Ottawa le 9 jan. 1946 pour une visite de trois jours. Le pittoresque mont "Castle", dans le parc national de Banff, était renommé "Mont Eisenhower" en hommage à sa direction des armées des Nations Unies

Le feld-maréchal le vicomte Montgomery d'Alamein, G.C.B., D.S.O., chef de l'état-major impérial, arrivait à Ottawa, le 28 août 1946, pour une visite de trois jours.

La Commission royale d'enquête sur l'espionnage au Canada.—Le 15 février 1946, le premier ministre W. L. Mackenzie King annonçait que des renseignements d'une authenticité indubitable étaient parvenus à la connaissance du gouvernement, renseignements qui établissaient que des renseignements secrets et confidentiels avaient été divulgués, directement ou indirectement, à des personnes non autorisées, y compris des membres du personnel d'une mission étrangère à Ottawa, au préjudice de la sécurité et des intérêts du Canada. Afin de permettre l'enquête à fond que la gravité des renseignements exigeait, le Gouvernement nommait une commission royale formée du juge R. Taschereau et du juge R. L. Kellock de la Cour Suprême du Canada pour entendre les témoignages et faire rapport là-dessus.

Le 4 mars 1946, le premier ministre King rendait public le premier rapport intérimaire reçu de la commission royale. Les témoignages entendus établissaient qu'un réseau d'agents secrets avait été organisé par une puissance étrangère dans le but d'obtenir des renseignements secrets et confidentiels particulièrement d'employés des ministères et organismes du gouvernement fédéral. Des accusations précises furent portées contre quatre personnes et il était déclaré que d'autres personnes étaient également impliquées.

Le second rapport intérimaire de la commission royale était publié le 14 mars 1946 et des accusations étaient portées contre un nombre additionnel de personnes.

Le 18 mars 1946, le premier ministre King faisait une déclaration formelle à la Chambre des Communes sur l'enquête sur l'espionnage au Canada. Il déclarait que des agents soviétiques s'étaient servis du Canada comme base pour l'obtention de renseignements d'une importance très grande et très grave pour les Etats-Unis et aussi pour le Royaume-Uni.

Le premier ministre King déposait à la Chambre des Communes le 29 mars 1946 le troisième rapport intérimaire et le 15 juillet le rapport final. Plusieurs autres personnes ont été détenues après chacun de ces rapports.

Travail.—La décision du juge I. C. Rand, arbitre, était rendue le 29 jan. 1946 comme base devant servir à mettre fin au long différend entre la Ford Motor Com-